

## EDITORIAL

## Les peuples en «mal développement» ne sont pas en quête de bienfaisance, mais de solidarité

W. Wauters

L'Ong Terre est l'une des plus anciennes, sinon la plus ancienne, de Wallonie. Elle est toujours restée sous l'influence de ses origines populaires dans toutes ses activités. En ce qui concerne ce que l'on appelle communément «aide au Tiers-Monde», elle a toujours tenu compte de sa certitude qu'il ne peut être question que de solidarité.

Les comportements humains sont continuellement tributaires de la réalité économique... Conscients de l'importance du primaire — l'agriculture — et du secondaire — l'industrie — dans la construction économique et sociale d'un pays, nous n'avons jamais voulu réaliser que des projets qui auraient une incidence significative sur un de ces deux secteurs, déterminants pour toute évolution. Pendant plus de trente ans, nous avons refusé systématiquement, et parfois avec violence, toute compromission avec toute action de bienfaisance, et ce n'est pas simple.

Nous avons aujourd'hui différentes preuves du bien-fondé de cette démarche philosophique. Je ne veux citer qu'un exemple. Dieu sait si la liste pourrait être longue...

Prenons l'exemple du Rwanda. Après deux décennies de projets de bienfaisance, de type assistanciel, on retrouve aujourd'hui ce pays complètement délabré. Cinquante-deux pour cent de la population a moins de quatorze ans. Les parcelles de terrain mises à la disposition des familles ne se sont pas agrandies, et n'ont pas été valorisées dans un plan d'évolution agricole sérieux. On pourrait retrouver les Rwandais disposant chacun d'un mètre carré de terrain à cultiver pour manger toute l'année. Tout qui s'informe sincèrement peut connaître la situation de famine et de pauvreté qui est en train d'exploser dans ce pays...

Notre action est toute différente de ces malheureuses opérations d'assistance, obligatoirement ponctuelles et trop souvent au service d'une idéologie. J'ai voulu choisir, pour illustrer notre philosophie, trois exemples types.

C'est à l'époque du président Velasco que Terre a entendu l'interpellation du Pérou. Différents éléments inspiraient confiance. La réforme agraire qui venait d'être instaurée paraissait honnête et fiable, et la législation sociale qui venait d'être installée pourrait, aujourd'hui encore, servir d'exemple à de nombreux pays.

Le Pérou, à l'époque de Velasco, a mis au point un «Système national de Propriété Sociale», créant les EPS (Entreprises de Propriété Sociale). Le système permet à des travailleurs, s'associant, d'obtenir des prêts et des avantages fiscaux divers pour créer une entreprise sous le contrôle d'un organe de l'Etat jusqu'au moment de sa «formation».

Nous sommes donc arrivés au Pérou en sachant que nous entrions dans un pays qui avait un plan national de développement agricole correctement structuré. Notre opération se situait à San Marcos, dans la province de Cajamarca. Le plan nous donnait pour mission d'améliorer l'économie et la réalité agricole d'une bonne partie de cette région.

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les causes du sous-développement local. On peut tout de même citer l'infection des sols, l'absence de rotation de cultures, de semences sélectionnées, de fertilisants. Et aussi le manque de moyens, techniques et intellectuels, des campesinos...

Pendant dix années, nous nous sommes efforcés de susciter chez ces campesinos une volonté d'amélioration. En même temps, nous mettions à leur disposition les moyens d'améliorer les sols, les semences sélectionnées. Nous leur conseillions un choix de culture judicieux, l'emploi raisonnable de fertilisants. Il ne faut tout de même pas oublier que le Pérou fournit en guano le monde entier...

Nous organisons à la fois la formation et la volonté communautaire des campesinos de réussir leur développement agricole, c'est-à-dire organiser une agriculture vivrière capable de dégager des surplus. Il est vite apparu que le progrès — car il y avait progrès — restait fragile, conditionné par des années où la saison des pluies est totalement déficitaire ou nulle. Il était indispensable de réaliser un immense réseau d'irrigation. Nous l'avons rendu possible, créant notamment un gigantesque siphon, long d'un kilomètre et d'une section de 400 mm, permettant de détourner l'eau d'un rio, menant le courant d'un sommet à un autre, et irrigant 270 hectares de terres... Le plus important, c'est que ces travaux furent réalisés avec la participation de l'ensemble des campesinos bénéficiaires... Tout le réseau de distribution d'eau après siphon, et les canalisations d'amenées jusqu'au site, ainsi que la construction de terrasses furent faits par les paysans eux-mêmes, dans une structure organisée.

Le point le plus délicat d'un projet est de gagner sa remise aux bénéficiaires, en réussissant la gageure que le promoteur puisse devenir inutile. Autant l'«ante» et le présent de tout projet sont clairs, autant le «post» reste une question. Combien de projets d'Ong se sont-ils dilués, dans les deux années qui ont suivi le départ des promoteurs?

Ici, comme dans tous nos projets, nous avons pour souci, dès le départ, d'éviter cet écueil. Il fallait réunir une équipe qui partageât le même idéal que Terre : le service et non l'exploitation du campesino. Il fallait créer une EPS qui assumerait, après le départ de Terre, les responsabilités que celle-ci avait assumées pendant dix ans. Il s'agissait de lui donner la possibilité de s'auto-financer, pour qu'elle puisse rendre service aux paysans sans être un poids pour eux. Si la remise est aujourd'hui une réussite, c'est parce qu'elle a été créée, suivie et construite dès le lancement du projet. Celui-ci est aujourd'hui entièrement autonome depuis 1989.

L'autonomie financière de l'EPS est assurée par la propriété de trois camions de transport de biens et d'animaux, d'un atelier de maintenance qui vend ses services et même d'un parking gardé pour véhicules... L'entièreté du système installé par Terre fonctionne aujourd'hui sans Terre. Les rapports mensuels restent optimistes, malgré l'évolution économique et politique délicate du pays.

Le même refus de la bienfaisance est à la base d'un projet en cours de réalisation au Nicaragua. C'est un pays où les transports sont difficiles. L'infrastructure routière est déficiente, le parc automobile et les transports en commun (du matériel soviétique ou américain à bout de souffle) difficilement utilisables faute de pièces de rechange. La situation rappelle un peu celle où se trouvait la Belgique au début des années cinquante, époque où le vélo était le moyen de transport idéal, permettant à la main-d'œuvre d'atteindre les centres industriels ou miniers. Au Nicaragua, le mode de transport idéal, c'est le vélo. Une organisation caritative eut cette idée de réunir en Belgique de vieux vélos, et demanda à Terre de pouvoir utiliser son charroi pour la collecte. Terre, une fois de plus, refusa la bienfaisance. Donner de vieux vélos ne sert à rien. Ils seraient bientôt irréparables, faute de pièces de rechange, et le matériel donné serait tellement disparate qu'avec deux vieux vélos hors d'usage il ne serait même pas possible d'en faire un bon... Donner des vélos, non, mais apprendre à construire des vélos, oui.

Terre a donc développé, à partir du 21 février 1988, un projet d'atelier de construction de vélos, à Jinotepe. Le premier vélo a été terminé quatre mois plus tard. L'atelier occupait trois ouvriers la première année, il emploie aujourd'hui 27 personnes et peut produire quarante à cinquante vélos par semaine. De nouveaux développements techniques permettront, non seulement la fabrication de toutes les pièces de bicyclettes, mais également celle de lits d'hopitaux, de meubles, de chaises roulantes pour infirmes, etc. Dès le départ, là encore, la même volonté d'en arriver à une totale autogestion, après le départ des volontaires, existait dès le lancement.

La remise d'un projet — il ne faut pas le cacher — pose quelquefois des problèmes. C'est qu'il s'agit d'affaire d'hommes, et les hommes se trompent parfois. Le projet Mali a démarré en 1979. Terre a installé une usine à plâtre à Tessalit, en plein désert du Sahel. Le but était de recréer une activité économique dans cet endroit, qui était le mouloir des populations Tamacheks, dont les troupeaux avaient été décimés par un quart de siècle de sécheresse. La plâtrière exploite un gisement de gypse pour fabriquer du plâtre, des craies (le «stylo de l'Afrique»), des bandes plâtrées et du plâtre dentaire. Le choix malheureux d'un responsable a contraint Terre à différer la remise du projet, qui a dû être repris en mains, et un nouveau calendrier de remise va être mis sur pied avec les autorités de Bamako.

Partout, Terre reste fidèle à son principe, qui est de veiller à ce qu'une intelligentsia ne s'empare du pouvoir, et donc de l'argent, et n'envoie le bas peuple aux champs.

W. Wauters,  
Président et Administrateur-délégué Terre - asbl,  
Place Communale 1 - 4683 Vivegnis.